

## AVANT PREMIÈRE **Natacha Polony: «Pas de démocratie sans souveraineté militaire»**



Natacha Polony. - Crédits photo : François BOUCHON/Le Figaro

---

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Natacha Polony ([#figp-author](#))

Publié le 21/07/2017 à 15h58

---

LA CHRONIQUE DE NATACHA POLONY - Ceux qui, depuis des décennies, utilisent le budget de la défense comme variable d'ajustement répondent à deux principes idéologiques. Le premier est un mépris profond pour l'industrie. Le second est une indifférence totale à l'idée de souveraineté.

Le premier devoir de l'État est de protéger les citoyens. C'est à cette condition qu'ils renoncent à une part de leur liberté pour accepter les règles communes. Le pouvoir que confère la Ve République au président élu au suffrage universel, en faisant de lui non seulement le chef des armées mais le seul chef d'État pouvant décider seul d'une opération militaire, a une contrepartie. Elle s'appelle la démocratie. C'est-à-dire le devoir pour le président de respecter à la fois la France et le peuple français. La France comme nation, produit d'une histoire et incarnation géographique et politique de valeurs, et le peuple français comme volonté rassemblée.

**La démission du chef d'état-major des armées après le différend qui l'a opposé à Emmanuel Macron** (<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2017/07/19/31003-20170719ARTFIG00110-demission-du-general-pierre-de-villiers-il-a-sauve-son-honneur.php>) sur les questions budgétaires nous rappelle qu'avant de jouer au chef des armées et de prétendre incarner une quelconque verticalité un chef d'État doit s'interroger sur la nature de ce mot, pourtant distillé par le même **Emmanuel Macron, dans son discours du 3 juillet devant le Congrès: souveraineté** (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/07/03/31001-20170703ARTFIG00219-congres-de-versailles-le-paroxysme-de-l-hyper-presidence.php>).

---

## Le budget militaire a été divisé par deux en trente ans, à 1.6% du PIB

---

Nous sommes en guerre. C'est du moins ce que le gouvernement actuel comme le précédent disent avoir bien compris. 250 Français sont morts depuis 2015 sur le territoire de la France, au nom d'une idéologie qui prône notre disparition en tant qu'entité politique et sociale. Certes, la récente campagne présidentielle semblait avoir relégué cette effroyable réalité au rang d'un élément de décor plutôt flou, mais les Français, eux, ne l'ont pas tout à fait oubliée. Et c'est sans doute l'une des raisons principales qui les incitent à accepter un pouvoir vertical, la figure d'un chef qui les protégera et fera perdurer cette nation.



*La démission du chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, homme d'une qualité rare, mêlant l'honneur et la vision, est dommageable.*

### **Parmi les promesses de campagne du candidat Macron**

**(<http://www.lefigaro.fr/international/2017/03/17/01003-20170317ARTFIG00385-ce-que-prevoit-emmanuel-macron-en-matiere-de-defense.php>)**, censées montrer qu'il avait pleinement conscience de cet enjeu, celle de porter le budget de la défense à 2 % du PIB d'ici à 2025 était la clef de voûte. Vis-à-vis des électeurs, celle d'un service national obligatoire d'un mois, sorte de gadget improbable disparu dans les limbes aussitôt

l'élection passée, plutôt qu'un véritable service à la fois civique et militaire d'une durée d'au moins six mois, avec deux mois de classes et la promesse d'une formation décente, suggérait déjà que ces questions relevaient de la pure communication. Mais les militaires, n'ayant aucune envie de voir revenir les appelés, ne s'en étaient pas émus. Le budget, au contraire, est logiquement pour eux le nerf de la guerre. Il faut dire qu'il a été divisé par deux en trente ans, à 1,6 % du PIB, alors que les États-Unis consacrent 3,5 % à leur défense (plus de 600 milliards de dollars), et la Russie 4,5 %. L'Arabie saoudite elle-même a un budget double de celui de la France. Pourquoi? Parce que ces pays entendent ne dépendre de personne pour préserver leurs intérêts vitaux, et avant tout la sécurité de leurs citoyens.

Ceux qui, depuis des décennies, utilisent le budget de la défense comme variable d'ajustement répondent à deux principes idéologiques. Le premier est un mépris profond pour l'industrie - celle de l'armement, qu'on le déplore ou non, est une des rares que la France ait pu sauver - qui explique qu'ils aient laissé détruire plus d'un million d'emplois industriels sur les quinze dernières années alors que ce sont les emplois les plus porteurs de valeur ajoutée. Le second est une indifférence totale à l'idée de souveraineté, qui est pourtant le fondement même de la démocratie.

---

## **La souveraineté de la France et de l'Europe vaut plus qu'une manifestation d'autorité d'un président rappelant aux militaires qu'il est le chef**

---

Comme à chaque nouvelle mandature, le budget de la défense est sacrifié à un impératif et un seul, l'unique impératif reconnu par les hauts fonctionnaires de Bercy: **celui imposé par la Commission européenne de respecter la règle des 3 %** (<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/decryptage/2015/11/17/29002-20151117ARTFIG00012-deficits-la-regle-absolue-des-3-a-t-elle-une-justification-economique.php>). Un impératif bien plus essentiel pour eux que celui de respecter le mandat accordé par le peuple français. Et puis, pourquoi préserver des armées si coûteuses, une dissuasion nucléaire qui est un gouffre, alors que nous pouvons bénéficier d'une défense commune dans l'Otan et habiller cela du nom de défense européenne?

Après les attentats du 13 novembre 2015, François Hollande avait fini par envisager ce que proposaient depuis plusieurs années quelques esprits lucides: demander que notre budget de défense soit sorti des critères de calcul du déficit, puisque la France remplit

depuis des années une mission de service public européen en maintenant une armée qui bénéficie à tous les membres de l'Union. Ce n'est qu'un pas. La France, pour protéger ses concitoyens et remplir le rôle historique qui est le sien, devrait proposer à ses partenaires qu'une Europe indépendante soit la condition de la prolongation des traités. Indépendante, c'est-à-dire maîtrisant sa défense, sans dépendre des États-Unis. Indépendante, c'est-à-dire assumant sa souveraineté numérique. C'est-à-dire, enfin, libre de son approvisionnement énergétique alors que les États-Unis utilisent les sanctions envers la Russie pour obliger les Européens à se tourner vers son gaz de schiste.

La démission du général, Pierre de Villiers, homme d'une qualité rare, mêlant l'honneur et la vision, est dommageable, mais elle est surtout un symptôme. La souveraineté de la France et de l'Europe vaut plus qu'une manifestation d'autorité d'un président rappelant aux militaires qu'il est le chef. Car le président ne tient son autorité que du mandat que lui ont accordé les Français pour traduire leur volonté souveraine et la perpétuation de la France comme nation.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 22/07/2017.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/natacha-polony>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/natacha-polony)

**[Natacha Polony \(<http://plus.lefigaro.fr/page/natacha-polony>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/natacha-polony)**

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/60957>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/60957)

Journaliste

---

